

Discours du conseiller aux Etats Werner Salzmann lors de l'AD de l'ASTV à Chêne-Bourg 20.04.24

Chers camarades,

Pour que la Suisse soit à nouveau capable de se défendre, il faut des ressources financières suffisantes pour acheter ou remplacer les systèmes d'armes nécessaires et une industrie de l'armement capable de garantir le fonctionnement et l'entretien de l'armée.

Mais il faut aussi qu'une nation ait la volonté nécessaire de se défendre pour pouvoir lutter contre un adversaire potentiel.

Cette volonté de se défendre ne commence pas au Palais fédéral ou à l'armée, mais dans le cercle des familles de notre pays.

L'attachement à notre pays commence avec nos proches et dans les associations dans lesquelles nous sommes actifs.

De nombreuses associations se sont développées au fil du temps grâce à des activités hors du service.

Au cours des 30 dernières années l'armée a été démantelée, mais non seulement l'armée ! Aussi le soutien des activités hors du service a été considérablement réduit.

En l'espace de quelques années, le nombre de tireurs obligatoires s'est réduit à une fraction de celui de l'armée 61. Les sociétés de tir ont perdu leurs membres pour les tirs obligatoires en raison des réformes de l'armée et parce que le sens et le but de l'activité de tir hors du service ont été remis en question. A cela se sont ajoutés des renforcements massifs de la loi sur les armes, jusqu'à la reprise de la directive européenne sur les armes, que le peuple a acceptée contre la volonté des tireurs en 2019.

Malheureusement, à l'époque, des officiers supérieurs se sont également prononcés en faveur de la reprise de la directive européenne sur les armes

Les armes semi-automatiques, c'est-à-dire les fusils d'assaut 57 et 90, ont ainsi été déclarées armes interdites. Autrement dit, les armes dont nos soldats ont besoin, au péril de leur vie, pour défendre notre pays en cas d'urgence.

Le renforcement de la loi sur les armes a également eu pour conséquence que l'arme doit toujours être transportée directement du stand de tir à la maison. Celui qui fait un détour pour aller chercher ses enfants au sport ou pour se rendre dans un bistrot risque une plainte avec des conséquences massives.

L'introduction des munitions de poche signifiait que les tireurs devaient compter exactement chaque cartouche suite au programme obligatoire, pour prouver qu'aucun coup va être ramené à la maison. Une mise en tutelle bureaucratique que je n'arrive toujours pas à comprendre.

Les tireurs ont tenté de contrecarrer le dénigrement des armes et ont appelé leurs fusils et pistolets des armes de sport, afin de se distinguer autant que possible du lobby des armes et aussi de l'utilisation possible pour la guerre.

Le tir a été diabolisé dans l'opinion publique et surtout dans certains médias, à tel point que des cours de tir pour les jeunes ont été remis en question par les parents. Le terme d'arme a été chargé d'un narratif négatif.

Pour finir, les adversaires d'armes ont tenté de décimer les clubs de tir via le Contrôle fédéral des finances.

Ils voulaient supprimer le subventionnement de la cartouche 11 et augmenter successivement son prix à 90 centimes. Les conséquences auraient été désastreuses pour les clubs et donc pour le tir en Suisse. De nombreux tireurs et tireuses, y compris des fonctionnaires de clubs occupant des postes à responsabilité, auraient abandonné le tir sportif

Un doublement, puis un triplement du prix des munitions pour les activités de tir hors du service avec les carabines et le fusil d'assaut 57 n'est pas supportable pour tous.

Cependant, ce n'est pas l'argument principal contre cette mesure.

Le fusil d'assaut 57 a été rendu si attrayant par le DDPS que de nombreux tireurs l'ont adopté. Si maintenant le même département essaie de promouvoir le tir avec le fusil d'assaut 90 avec un prix plus élevé pour la cartouche de fusil 11, je n'ai aucune logique derrière cette approche.

Mais le plus important, c'est que nous avons dû vivre un changement d'époque avec l'éclatement de la guerre en Ukraine. La guerre est à nouveau possible en Europe aussi. Pour cela, il faut des personnes prêtes à se défendre et capables de défendre notre pays.

Nous, les tireurs, sommes en première ligne lorsqu'il s'agit de promouvoir la volonté de servir dans la société. Nous nous engageons pour l'armée lorsqu'il s'agit de la supprimer, d'acquérir des avions de combat, de maintenir le service militaire obligatoire et de soutenir l'armée par le biais d'un contrat de prestations pour la formation au tir hors du service.

Et ce sont justement ces tireurs qui auraient dû être punis, eux qui s'engagent si fortement pour la volonté de défense.

Non, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas ainsi que l'on peut faire de la politique en Suisse.

Les mesures prises en Finlande montrent que le tir est un véritable encouragement à la volonté de défense et non une fantaisie de Werner Salzman.

Le gouvernement finlandais prévoit la construction de 300 nouveaux stands de tir afin de promouvoir le tir sportif au sein de la population au profit de la sécurité nationale ou d'encourager davantage de citoyens à apprendre ce hobby dans l'intérêt de la défense nationale.

On peut espérer que le tir devienne aussi populaire que le football ou le hockey sur glace dans ce pays nordique - qui est devenu le dernier membre de l'OTAN l'année dernière et partage une frontière de 1 330 km avec la Russie.

La Finlande compte environ 670 stands de tir, alors qu'il y en avait environ 2'000 au tournant du siècle.

Le gouvernement actuel veut augmenter le nombre de stands de tir en Finlande d'environ 670 à 1'000. Ils sont persuadés que leur modèle de défense est basé sur la possibilité pour les gens de développer leurs propres compétences de tir.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la popularité des cours de formation volontaire visant à apprendre aux réservistes et aux civils à défendre la Finlande a doublé. Le nombre de Finlandais qui demandent un permis de port d'armes a également fortement augmenté.

L'année dernière, l'Association finlandaise pour la formation militaire a organisé 116 000 journées d'entraînement, une augmentation significative par rapport aux années précédentes, qui en comptaient généralement environ 50 000.

Le directeur général de la National Defence Training Association, le brigadier Antti Lehtisalo, a déclaré que l'enthousiasme de la population finlandaise à défendre son pays était grand. "Ils ont une très grande volonté de défendre le pays".

Il a déclaré qu'une fois les cours terminés, les participants devaient pratiquer leurs nouvelles compétences dans des stands de tir.

"Une partie de cette formation initiale et continue est bien sûr la formation au tir, car les gens veulent faire partie de cette sécurité complète, donc ils viennent à nos cours et ensuite nous avons besoin de plus de stands de tir".

Le ministère de la Défense a déclaré qu'il prévoyait "d'assurer les activités des stands de tir finlandais et d'encourager la création de nouveaux stands de tir".

Un porte-parole a ajouté : "Les procédures d'autorisation environnementale et la législation relative aux stands de tir seront rationalisées. L'objectif pour le nombre de stands de tir en plein air sera d'environ 1 000 d'ici la fin de la décennie. L'accent sera mis sur l'établissement d'un nombre suffisant de stands de tir au fusil et de stands de tir tactique dans tout le pays".

C'est la Finlande, Mesdames et Messieurs.

En Suisse, je n'ai encore jamais entendu un conseiller fédéral ou un général dire qu'il fallait encourager le tir pour promouvoir l'esprit de défense.

J'aimerais beaucoup que ce soit le cas, chères tireuses et chers tireurs.

La grande majorité des tireuses et des tireurs utilisent l'arme de l'armée et non un engin de sport. Ce sont les armes que notre armée utilise en cas d'urgence pour protéger le pays et la population. Nous nous entraînons avec ces armes en dehors du service et nous tirons en outre pour notre hobby, le tir sportif. Il s'agit d'un entraînement au tir qui servira dans tous les cas à l'armée en cas de guerre. Voir la Finlande.

Quoi qu'il en soit, je continuerai à me battre sur le plan politique pour que les tireuses et tireurs et le tir soient à nouveau mieux reconnus.

Pour finir, je remercie l'ASTV, en particulier son président Beat Abgottspon, pour son grand soutien. Pour que ma motion visant à ne pas augmenter le prix des munitions de la cartouche 11 aboutisse, il a coordonné les contacts avec les conseillers aux États et les conseillers nationaux avant les votes respectifs aux Chambres avec tous les présidents cantonaux et l'Association des tireurs de match et m'a informé en permanence. Ensemble, nous avons réussi à obtenir un succès politique en faveur des tireuses et des tireurs.

Cela nous montre que si l'on veut quelque chose, on peut l'obtenir.

La liberté et la sécurité sont les bases de notre prospérité en Suisse. C'est ce que nous, les tireurs, défendons.

[Je vous souhaite une année de tir réussie et surtout beaucoup de succès pour le tir fédéral des vétérans dans notre joli canton de Berne.](#)

[Restez en bonne santé !](#)

Werner Salzmännli, Conseil des État BE